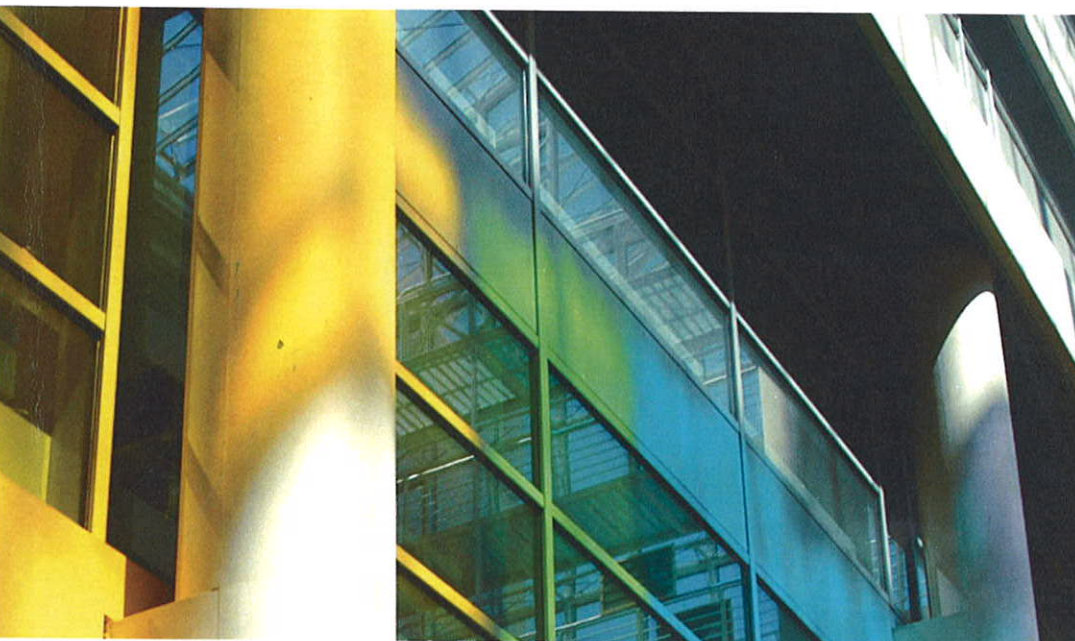


Mélanges

à l'occasion du 40^e anniversaire
du Département de science politique



**UNIVERSITÉ
DE GENÈVE**

**FACULTÉ DES SCIENCES
ÉCONOMIQUES ET SOCIALES**
Département de science politique

Préface

A l'occasion des quarante ans d'existence du Département de science politique, mes collègues m'ont demandé si je voulais bien m'occuper d'une publication qui marquerait cet anniversaire. C'est avec plaisir que j'ai accepté, essentiellement pour marquer ma reconnaissance envers une institution qui a été si importante dans ma vie et pour témoigner mon amitié et mon affection à toutes celles et ceux, collaboratrices et collaborateurs, qui ont fait vivre le Département et continuent d'animer, de donner une âme à ce lieu si vivant et si fécond d'enseignement et de recherche.

Pour bien mériter leur nom, ces *Mélanges* ont privilégié la diversité: des personnes, des horizons et des parcours, des styles. Le lecteur trouvera donc une vivante évocation du passé du Département, sa situation présente, le texte de la conférence de Stefano Bartolini prononcée au Congrès de l'ASSP des 7 et 8 janvier 2010, le compte-rendu de la table ronde à ce même Congrès, divers témoignages d'anciens enseignants qui sont maintenant à la retraite ou qui ont migré vers d'autres universités. Ces *Mélanges* ne prétendent à aucune représentativité ni exhaustivité; ils veulent juste suggérer quelques facettes de la grande richesse qui a caractérisé le Département de science politique de sa fondation jusqu'à aujourd'hui.

Au moment où de grandes mutations s'annoncent, ces *Mélanges* doivent être considérés comme des mots d'encouragement pour aller de l'avant, pour affronter les tâches très exigeantes que l'avenir réserve au Département. Bonne route !

William Ossipow, professeur honoraire

Origines et avenir du Département de Science politique

Dusan Sidjanski*

Monsieur le Recteur,

Monsieur le Directeur, cher Pascal,

Chers Collègues, chers assistants et étudiants,

Chers amis,

C'est avec une vive émotion que je m'adresse à vous à l'occasion du 40^{ème} anniversaire de la fondation du Département de science politique en 1969. J'aimerais vous dire quelques mots sur l'histoire du Département de science politique, histoire qui est aussi la mienne. Depuis sa création, le développement du Département a été remarquable, ce dont je suis très fier. De surcroît, j'éprouve un contentement certain à la vue de nombreux collègues, des assistants et des étudiants de ce Département et des collègues d'autres universités de Suisse, membres de l'Association suisse de science politique. On m'a assigné 7 à 8 minutes pour 40 ans, ce n'est pas facile de résumer en quelques minutes tout ce que nous avons vécu.

En premier lieu, je voudrais esquisser brièvement la préhistoire du Département, d'autant que les origines du Département ont été décrites sur une cinquantaine de pages dans l'ouvrage qui vient d'être mentionné, c'est l'ouvrage de nos collègues Gottraux, Schorderet et Voutat¹. Je les remercie d'autant plus que cette étude, œuvre de collègues de Lausanne, retrace fort bien et de manière objective cette histoire et met en lumière les combats que nous avons dû livrer à cette époque-là. Toute innovation se heurte au conservatisme universitaire; le soutien que m'a apporté la Faculté des Sciences économiques et sociales mérite toute ma reconnaissance.

Tout commence par une thèse de privat-docent que je présente à la Faculté, et qui a trois parties : l'intégration européenne vue sous l'angle de la science politique en tant qu'institution supranationale (Paul Guggenheim); la deuxième partie analyse la substance de la Communauté économique européenne, à savoir le Marché commun

¹ Gottraux, P., Schorderet, P.-A., Voutat, B. (2000), *La science politique suisse à l'épreuve de son histoire. Genèse, émergence et institutionnalisation d'une discipline scientifique*, Lausanne : Ed. Réalités Sociales, 413 p.

* Professeur honoraire, Président d'honneur du Centre européen de la culture, Conseiller spécial du Président de la Commission européenne José Manuel Barroso.
Ce texte est une version retravaillée de l'allocation prononcée à Genève le 7 janvier 2010 lors du Congrès de l'Association Suisse de Science Politique.

(Jacques L'Huilier); la troisième partie est une étude des partis politiques face à l'intégration européenne, étude portant sur leurs prises de position et leurs votes lors des ratifications des Traités de Rome par les Parlements des Six Etats signataires (Jean Meynaud). C'est la rencontre avec Jean Meynaud qui était un des piliers de la science politique en Suisse et le début d'une riche collaboration. Professeur à l'Université de Lausanne, il a été appelé à Genève par Jacques Freymond, Directeur de l'Institut universitaire de Hautes études internationales (IUHEI), puis a été nommé Professeur de science politique dans notre Université. Occupant ces trois postes stratégiques, Jean Meynaud était en bonne position pour lancer toute une série d'initiatives et de nombreuses recherches sur la Suisse et sur les groupes de pression. Il a été un pionnier dans le domaine de la science politique. Il était par ailleurs un précurseur de la collaboration entre les Universités et les enseignants de Genève et de Lausanne. Dans un sens, je l'ai détourné de la ligne de recherche qui portait surtout sur les groupes de pression au plan national français et plus tard suisse aussi. Je lui ai proposé d'ajouter une dimension européenne aux études qu'il faisait. La suite est connue. Elle consiste en une étroite et amicale collaboration qui a donné lieu à la publication de cinq ouvrages².

Un des ouvrages était intitulé "L'Europe des Affaires". Or, à l'époque, le Doyen Terrier avait beaucoup de peine à comprendre ce qu'était la science politique. Le jour après avoir reçu un exemplaire de notre livre, il m'a convoqué pour m'annoncer avec satisfaction : "Ah, enfin, j'ai compris ce qu'est la science politique". C'étaient plutôt les "affaires" que la science politique qui ont contribué à la compréhension. Toujours est-il que cela nous a permis d'avancer, de préparer les esprits. Cette ouverture du Doyen m'a permis de poursuivre un objectif à la fois personnel et institutionnel qui a abouti à la création du Département.

Le brusque départ de Jean Meynaud à la suite d'un conflit académico-idéologique avec Jacques Freymond a laissé vide la chaire de Science politique. Partagée en deux, en 1962-1963, entre les Facultés de Sciences économiques et sociales et de Droit, la charge de cours de Science politique m'a été attribuée par la FSSES, tandis que Ivo

² *Les Groupes de pression dans la Communauté européenne*, (en coll. avec J. Meynaud), Editions de l'Institut de Sociologie, Bruxelles, 1971, 733 p. *Les Groupes de pression et la Coopération européenne*, (en coll. avec J. Meynaud), Paris, Fondation nationale des Sciences politiques – Série C : Recherches No. 14, 1968, 73 p. *Verso Europa Unita, Gruppi di promozione*, (en coll. avec J. Meynaud), Milan, Ferro Edizioni, 1968, 427 p. *La Europa de los Negocios. Estructura y función de los grupos*, (en coll. avec J. Meynaud), Barcelona, Instituto de Ciencias sociales, 1968, 267 p. *L'Europe des Affaires, Rôle et structure des groupes*, (en coll. avec J. Meynaud), Paris, Payot, 1967, 247 p.

Rens a été chargé d'enseigner l'Histoire des doctrines politiques en Droit. Curieux compromis à la Suisse. Dès avant ce moment clé, j'avais commencé à tisser des liens avec les "grands de la science politique" tels Deutsch, Duverger, Sartori, Jacobson et bien d'autres. Avec leur participation, nous avons organisé dans les années 60-62, des séminaires au sein du Centre européen de la culture et ultérieurement à l'Institut Universitaire d'Etudes Européennes. L'Institut a été fondé en 1963 par Denis de Rougemont, Henri Schwamm et moi-même grâce à un concours de circonstances et d'efforts convergents. Au sein de ces deux institutions, les séminaires étaient animés par Jean Meynaud et moi-même, en collaboration avec Karl Deutsch et Jacques-René Rabier, avec la participation de Giovanni Sartori, que notre ami et collègue Stefano Bartolini connaît très bien, Altiero Spinelli, Pierre Duclos et d'autres, comme en témoignent des publications du Centre européen de la culture et de l'IUEE. C'est ainsi que nous avons une base sur laquelle allait s'appuyer le futur Département de science politique.

Entretemps, j'ai eu l'occasion d'enseigner dans diverses universités à la fois européennes, (Paris, Collège d'Europe) et américaines (Harvard, Michigan), d'où je rapportais – il faut bien le dire – un souffle d'innovation en science politique qui, à cette époque, rencontrait beaucoup d'obstacles. Il fallait une certaine dose d'audace pour présenter des indicateurs, des analyses des processus de décision ou le rôle des groupes de pression. Des résistances fortes à ces approches que l'on imagine difficilement aujourd'hui. Toujours est-il que nous avons créé de cette façon un réseau à Genève, en Europe et dans le Monde pratiquement, puisque les Etats-Unis, l'Angleterre et bien d'autres pays encore en étaient concernés.

Cependant, il persistait toujours un conflit et un malentendu sur les conceptions de la Science politique et des sciences politiques. Il était très difficile d'expliquer à un historien tel que Jacques Freymond, qui par ailleurs avait été mon professeur à Lausanne, la différence entre d'une part les *sciences politiques* comprenant l'histoire, la sociologie, l'économie et droit public, et d'autre part cette discipline nouvelle appelée science politique portant principalement sur l'étude des structures du pouvoir.

La *science politique* que nous voulions promouvoir en Suisse. Le conflit était à la fois un conflit personnel par représentants et porte-paroles engagés dans cette confrontation. Mais il s'agissait également et surtout d'un choc entre conception de la science politique face aux sciences politiques. Je dois dire que les temps étaient

difficiles car vous le savez, Jacques Freymond était un homme très puissant, il était à la fois Directeur de HEI et Professeur à la Faculté des lettres, Colonel d'Etat major suisse, et membre du Conseil d'administration de Nestlé. Comment un professeur de l'Université de Genève, de surcroît extraordinaire, pouvait-il, en proposant la création du Département, s'attaquer à Jacques Freymond qui réunissait tous les éléments de l'autorité, pouvoir et compétence, et qui croyait que HEI représentait avantagement les sciences politiques. Toujours est-il que nous avons réussi, malgré son opposition et grâce au soutien du Recteur Martin Peter, du Doyen Claude Terrier et de plusieurs professeurs de la Faculté SES dont en particulier Jacques L'Huillier et Roger Girod. Le Département a été créé en 1969 à la suite des mouvements de contestation qui ont conduit à des réformes dans les différents pays et dans les universités. A ce moment-là, la mode était aux départements. Il fallait créer des départements spécialisés – nous imitions les Etats-Unis dans ce sens – on ne parlait pas de science politique car il y avait la main et l'œil de Jacques Freymond qui étaient toujours là, prétendant – peut-être non sans raison – garder un privilège quasi exclusif sur la science politique à Genève. Eh bien, grâce à la compréhension et au soutien des collègues, au réseau tissé et à un vent de réforme, nous avons pu créer le Département de science politique en 1969.

Vous vous posez la question de savoir pourquoi je me suis efforcé d'institutionnaliser la science politique en fondant le Département de science politique. C'est le résultat de mon expérience mais surtout de la leçon que j'ai tirée du passage fulgurant de Jean Meynaud à Lausanne. Il est arrivé, il a révolutionné la science politique et il a formé une excellente équipe d'assistants et de chercheurs. En revanche, il n'a pas créé une structure solide imbriquée dans l'Université. Le résultat a de quoi nous décevoir car après son départ, l'équipe s'est désintégrée. Jean Meynaud ne semble pas avoir lu le passage d'Amiel cité par Jean Monnet : *"L'expérience de chaque homme se recommence. Seules les institutions deviennent plus sages: elles accumulent l'expérience collective et, de cette expérience, de cette sagesse, les hommes soumis aux mêmes règles verront non pas leur nature changer, mais leur comportement graduellement se transformer."* D'où mon empressement de donner une structure institutionnelle intégrée dans l'organisation de l'Université de Genève. Le réseau était en place prêt à accueillir une nouvelle institution : Bruxelles (Rabier, Buchman, Noël et Spinelli), Bruges (Brugmans et Lukaschewsky), Paris, Michigan (Jacobson, Inglehart et Kerr), Harvard (Deutsch, Hoffman et Nye), Florence (Gori) et j'en passe.

A ce réseau de science politique proprement dit s'ajoute une vingtaine d'instituts membres de l'Association des Instituts d'Etudes européennes dont j'assurais le Secrétariat général au sein du Centre européen de la culture³.

Cette même année, j'ai assumé la présidence de l'Association Suisse de science politique tout en gardant un rôle actif au sein de l'Association internationale de science politique. Dès mon entrée en fonction en tant que président, j'ai eu la naïveté de proposer un ambitieux projet commun de recherche sur la politique en Suisse. J'ai été pris à parties, attaqué sans ménagement par Masnata, Professeur à Lausanne. Il m'a reproché de vouloir imposer la domination de Genève sur la science politique en Suisse. A son tour, le Professeur Grüner, professeur à l'Université de Berne, a réagit : "ah, mais il prendra tous les fonds si on réalise ce projet". Or, le projet était très simple : chacun et chaque Département ou Institut devait prendre une partie de la recherche selon ses compétences. A titre d'exemple, Grüner aurait travaillé sur les partis politiques et les élections, le Département se voyait attribuer la responsabilité d'un grand sondage, et d'autres se seraient partagés les recherches sur les élites, le processus de prise de décision, les politiques publiques, etc. La répartition des tâches et la coordination devait relever de l'ASSP. Une fois de plus, ce fut une levée de boucliers: l'initiative a été mal reçue. D'autant que ce projet commun n'avait pas tenu compte des divisions qui existaient entre les unités peu nombreuses par ailleurs en Suisse. En définitive, en collaboration avec l'Université de Michigan et l'aide technique du Professeur Assistant Henry Kerr et la participation de toute l'équipe du Département, Charles Roig, Paolo Urio notamment, nous avons réalisé le premier sondage sur le comportement politique des Suisses dont les résultats ont été analysés et publiés sous le titre « Les Suisses et la politique »⁴. Eh bien, je souhaite à l'ASSP, qui tient son Assemblée générale aujourd'hui, d'avoir à l'avenir plus de succès en lançant des projets communs. C'est en rassemblant les efforts que la science politique pourra le mieux s'affirmer en Suisse et au-delà.

Quant au développement du Département, je pense que c'est le Directeur du Département, Pascal Sciarini, qui sera le mieux placé pour vous l'expliquer. Pour ma part, la science politique en Suisse et le Département de science politique de l'Université de Genève – le Recteur l'a rappelé dans son allocution – se doivent de

³ L'AIEE a organisé plusieurs Colloques : ex : *Autour du Rapport Tindemans, Partis politiques européens, Régions en Europe*, etc.

⁴ *Les Suisses et la politique. Enquête sur les attitudes d'électeurs suisses (1972)*, (co-direction avec C. Roig, H. Kerr, R. Inglehart et J. Nicola), Berne, Herbert Lang, 1975, 216p.

contribuer à éclairer nos décideurs. C'est très important et le moment est propice puisque nous sommes confrontés à la poussée de l'extrême-droite et du populisme, à des changements rapides, à la mise en question de notre fédéralisme et de notre démocratie. Le résultat du vote sur les minarets nous a pris par surprise, malgré tous les sondages et l'attitude rassurante de notre gouvernement fédéral. Le moment n'est-il pas venu pour le Département de s'engager dans une recherche sur le fonctionnement de la démocratie directe.

Quel est le problème no. 1 pour la Suisse ? Regardez les journaux et les médias, regardez les déclarations et les rapports du gouvernement, c'est sans aucun doute la relation de la Suisse avec l'Europe. Revenons donc à la double responsabilité du Département, à savoir l'étude du fonctionnement du système suisse et ses réformes d'une part et, d'autre part, le rôle de la Suisse en Europe et la contribution de l'expérience du fédéralisme suisse à la construction de l'Union européenne. Certains croient que notre pays est un microcosme européen, tandis que d'autres le proposent en modèle pour l'Europe. J'ai quelques doutes là-dessus mais il est utile de savoir quelle est la portée de l'expérience en Suisse et quel peut être son apport à la construction d'une Union européenne à vocation fédérale.

Il est tout à fait clair que le Département et l'ASSP devraient s'attaquer aux questions vitales pour la Suisse et pour l'Europe. Notre système politique a vieilli malgré les réformes plus cosmétiques que fondamentales dont il a un urgent besoin. Les signes de disfonctionnement se multiplient au moment où nous éprouvons la nécessité pressante de disposer d'institutions efficaces. Comment adapter notre système politique aux exigences imposées par des problèmes intérieurs et les pressions extérieures tant de l'intégration européenne que de la mondialisation ? Alors que la plupart des Etats européens cherchent à renforcer leur union et s'affirmer en tant qu'acteur majeur sur la scène internationale en pleine mutation, nous persistons dans la voie bilatérale qui s'épuise avec le temps et conduit directement dans une impasse. Nous nous entêtons à préserver l'image de "notre souveraineté" qui, en revanche, se vide de plus en plus de sa substance. Sous une façade trompeuse d'"eurocompatibilité", nos lois et nos politiques s'alignent sur la législation et les politiques communautaires. Nous devenons des suiveurs en adoptant les normes et les politiques à l'élaboration desquelles nous n'avons pas participé. Nos représentants s'usent dans des négociations continues sur lesquelles pèse l'épée de Damoclès : un

cas d'échec d'une nouvelle négociation sur la fiscalité, toute la construction bilatérale risque de s'effondrer comme un château de carte.

Le fameux *Alleingang* qui préconise une voie suisse et souveraine nous a trop souvent apporté des preuves par l'absurde mais aussi par de nombreux échecs que la Suisse a vécus au cours des dernières décennies. Ne serait-il pas intéressant et tout aussi utile d'analyser les assauts qu'a subis la Suisse à la fin du siècle passé et au début du XXIème siècle ? Face à la première épreuve des *Fonds en déshérence*, la Suisse est isolée. Et les membres de la *Task force*, d'ailleurs fort réduite, de rappeler que par contraste avec leur solitude, d'autres Etats membres de l'Union européenne étaient protégés contre ce genre d'attaques. L'isolement de la Suisse est encore plus flagrant lors de la *crise de l'UBS* et de la mise en question du *secret bancaire*. On dirait un faisceau d'agressions concertées ou en tout cas convergentes. L'affaire UBS est loin d'être close et les tensions autour du secret bancaire se poursuivent. Et pour citer un cas récent mais quelque peu différent : *l'affaire Kadhafi*. La Suisse est certes isolée dans l'ensemble, mais grâce à son appartenance à l'espace Schengen, elle a bénéficié d'un soutien concernant les visas de la part de ses partenaires. D'où la question : la Suisse ne serait-elle pas mieux à l'abri d'attaques en tant que membre de l'Union européenne qu'en s'obstinant dans l'*Alleingang*?⁵

Pour analyser ces problèmes vitaux pour la Suisse mais aussi importants pour l'Europe, je propose de créer à Genève une Communauté d'études et de recherches européennes. La CERE de Genève réunirait toutes les ressources disponibles à Genève : Département de Science politique, IEUG, CEJE, HEID, autres unités, Département d'économie politique, chercheurs et personnes dont l'objet principal ou même connexe est l'étude des questions européennes. Je suis conscient qu'il n'est pas facile d'ouvrir les frontières traditionnelles, de mettre en communication ces unités consolidées et qu'il est encore bien plus difficile de les faire collaborer. Il n'empêche qu'il est essentiel de faire cette révolution académique en créant cette nouvelle Communauté scientifique, ce foyer dynamique. Sans s'arrêter aux frontières de Genève, ne faudrait-il pas y attirer les Centres romands comme ceux existants dans la région genevoise et lémanique ?

Les travaux des membres de la CERE contribueraient à éclairer les choix des autorités politiques et à orienter les stratégies des acteurs économiques et sociaux.

⁵ Une interrogation plus générale nous interpelle quant à l'obstination à poursuivre dans la voie des bilatérales.

Elle pourrait proposer des options et, au besoin, être consultée par les autorités, voire associée à l'élaboration de leurs politiques. La science politique ensemble avec d'autres disciplines ne peut se contenter de théorisation, de modélisation et de travaux inspirés par les sciences physiques et mathématiques. L'homme et ses communautés se caractérisent par leur nature bien plus complexe dont la dimension psychologique et affective complète la capacité logique de raisonnement de l'homme et de la haute technologie. D'où l'importance de réunir les efforts de diverses approches afin de mieux appréhender et sa nature à la fois spirituelle et corporelle et, partant, les idées et les aspirations ainsi que les attitudes et les comportements de cet "animal politique" !

C'est dire qu'après les progrès dus à la spécialisation par discipline, le moment est venu d'étudier la société humaine sous l'angle interdisciplinaire. La science politique ne peut et ne doit pas se satisfaire de ses recherches en vase clos. Elle est appelée à promouvoir des études interdisciplinaires et d'assumer le leadership dans les analyses interdisciplinaires des structures d'autorité et de pouvoir, de la formulation de décisions et de politiques publiques. Autrefois, la création des Départements au sein des Facultés a contribué à leur développement. Cette "départementalisation" comportait en soi le risque de "compartimentalisation" et de repliement de chacun sur soi, le refus de dialogue et de coopération. Soit une tendance à l'éclatement des disciplines et leur spécialisation nécessaire mais souvent trop limitatives. Autant d'obstacles à l'encontre d'une collaboration interdisciplinaire. Cette pente doit être remontée en renforçant les liens entre les Départements et en créant un ou plusieurs noyaux interdisciplinaires aux niveaux des masters et des doctorats. C'est un moyen de sortir de l'enfermement dans la tour de Babel. Ce renversement de tendance à l'hyperspécialisation est d'autant plus indispensable et urgent que des études focalisées sur un thème comme celui de l'intégration européenne exigent par essence une approche interdisciplinaire. Cette exigence nous invite à innover quant à la méthode interdisciplinaire tout en apportant une meilleure connaissance des questions complexes. C'est aussi un apprentissage des langues propres aux diverses disciplines et d'une collaboration scientifique en équipe. Pour les uns qui poursuivent leur carrière dans la recherche, c'est l'initiation à de nouvelles méthodes complémentaires des analyses longitudinales ou de la méthode comparative. C'est un défi qui requiert des innovations à la fois théoriques, méthodologiques et pédagogiques. Pour ceux des étudiants qui emprunteront des voies professionnelles

au sein des administrations publiques, des institutions, des entreprises ou des services, l'apprentissage de l'interdisciplinarité constituera une plus-value dans leurs nouvelles fonctions par l'appréhension plus globale des problèmes qu'ils auront à affronter. J'aime à croire que ce complément de méthode sera un atout de réussite dans leurs carrières personnelles et un apport pour les organisations où ils exerceront leurs fonctions. De cette manière, le Département répondrait à sa double vocation de formation de chercheurs et de praticiens, tout en les associant à une œuvre novatrice. Quant au contenu de l'objet d'étude, je suis convaincu qu'il doit porter sur l'analyse de la vie politique, des problèmes du fonctionnement des communautés politiques et du rôle des divers acteurs en relation avec l'exercice du pouvoir politique. A la différence de la sociologie qui se consacre à tout élément de la société, la science politique se focalise sur le pouvoir et les relations de puissance tant au plan national qu'au plan européen et international. Le domaine de la science politique correspond à des sphères et à des acteurs dans la mesure où ils influent sur le pouvoir politique ou sont conditionnés par lui. Comme vous avez pu le constater, j'opte pour l'étude des problèmes actuels et brûlants auxquels sont confrontées tant la Suisse que l'Union européenne, ainsi que de leurs relations présentes et leur avenir.

La crise financière et économique de 2008-2009 a mis à nu les effets pervers de la mondialisation et surtout du système financier mondial. Le capitalisme à l'américaine, le capitalisme dans la conception de Reagan et Thatcher, "moins d'Etat et moins de régulations" ont conduit le monde au bord de la catastrophe. A coup de milliards, les Etats ont dû renflouer les banques et entreprendre une révision du système financier ainsi que chercher à définir les nouvelles règles des marchés et en assurer la surveillance dans leur application. L'Etat et le politique sont de retour dans un monde inextricablement interdépendant. D'où le rôle incontournable des grands Etats et d'Unions d'Etats tels que l'Union européenne, ainsi que des organisations internationales à l'exemple de l'ONU, de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International et la mise en place du G20⁶. Devant la réponse innovante des grandes économies, une nouvelle tâche attend la science politique. Le moment n'est-il pas propice pour que le Département de science politique assume le leadership des travaux sur la grande réforme des systèmes politico-économiques en collaboration

⁶ Cf Documents du G20, Joseph E. Stiglitz, *Le triomphe de la cupidité*, LLL, 2010 et le DVD de sa conférence au Prix Latsis de 2008 *The Global Economic Outlook for Europe and the U.S.* ainsi que de mes conférences à l'Université *L'Union européenne face à la crise mondiale* (17 mars 2009), et au CERN *Quel rôle pour l'Union européenne dans la crise mondiale* (23 septembre 2009).

avec d'autres disciplines impliquées dans cette révision, j'allais dire, révolution globale dont dépend l'avenir des générations futures. Refondation du système et si possible des mentalités en profondeur et à tous les niveaux. A mon avis, c'est le grand défi pour la science politique, voire pour l'ensemble des sciences dont dépend notre capacité à résoudre les problèmes vitaux de l'environnement, de la santé, de la faim et de la pauvreté ainsi que de transformer les conflits des cultures en dialogues des cultures. Bref, de bâtir en commun une paix, une sécurité et une prospérité durables du Monde.

Et pour terminer, un hommage à notre ancien étudiant José Manuel Barroso qui était mon assistant dans les années 80 et dont je suis l'assistant à présent. Il me téléphone avant sa réélection en septembre 2009 pour le deuxième mandat et il me dit "si j'ai le deuxième mandat tu seras mon conseiller spécial préféré"...et il ajoute "ça sera très bien pour ton Curriculum Vitae, et encore mieux pour ton avenir"⁷.

⁷ Cf. www.dusan-sidjanski.eu